

IDÉES

Si les provinces avaient su, cela aurait changé l'Histoire...

CLAUDE MORIN

Ancien ministre des Affaires intergouvernementales du Québec

Le 14 mai 1980, dernière semaine de la campagne référendaire, Pierre Elliott Trudeau s'exprima publiquement et à dessein pour que le public comprenne qu'advenant la victoire du Non, il engagerait le Canada dans un vaste renouvellement du fédéralisme. Citation textuelle: «Je m'adresse solennellement aux Canadiens des autres provinces. Nous mettons notre tête en jeu, nous du Québec, nous disons aux Québécois de voter NON; nous vous disons que nous n'accepterons pas qu'un NON soit interprété par vous comme une indication que tout va bien, que tout peut rester comme avant. Nous voulons des changements. Nous mettons nos sièges en jeu pour avoir ces changements!» Sens du message: votez Non et nous corrigerons enfin les problèmes du régime à la satisfaction du Québec...

Le mensonge

Sauf que telle n'était pas du tout la véritable intention de Trudeau. Tirant au maximum profit du Non référendaire, il en a trahi le sens et s'est comporté comme si les Québécois avaient non seulement rejeté la proposition de leur gouvernement, mais, par le fait même, abandonné toutes leurs réclamations constitutionnelles et opté pour leur contraire: la vision *Canadian* du fédéralisme! Fort de cette interprétation fallacieuse subtilement diffusée à travers le Canada anglais et après des péripéties qui s'étendirent sur dix-huit mois, Trudeau parvint à ses fins malgré l'opposition constante du Québec et celle, circonstancielle, de provinces qui avaient leurs raisons propres de redouter certaines intentions d'Ottawa. Ralliant finalement ces provinces d'abord récalcitrantes, il réussit à faire insérer dans la Constitution du Canada des dispositions dont l'esprit et les buts contredisaient totalement ce que beaucoup de Québécois avaient de bonne foi compris de son engagement.

En gros, voilà en quoi consistait l'opération «rapatriement de la Constitution». Une appellation qui occulte le fait qu'au bout du compte, à l'encontre de la seule province de langue française du Canada, le gouvernement central et neuf provinces anglophones firent approuver par le Parlement britannique les changements qui leur convenaient à la loi fondamentale du pays. Le nouveau Canada ainsi créé fut fondé sur la promotion du multiculturalisme, la négation du caractère distinct du Québec, la réduction des compétences de l'Assemblée nationale du Québec en matière linguistique et l'accroissement du rôle de juges non élus. Beaucoup de fédéralistes québécois, dont la plupart des libéraux de Claude Ryan, s'insurgèrent contre ce résultat aussi illégitime qu'abusif.

Le contentieux historique Québec-Canada n'avait en rien été résolu, mais aggravé. Depuis lors, le gouvernement Lévesque et tous ses successeurs ont avec raison refusé de ratifier la transformation constitutionnelle qu'Ottawa et ses alliés avaient concoctée. Cette situation aberrante, unique dans une fédération civilisée, dure depuis plus de trente ans.

Dans son tout récent livre, *La bataille de Lon-*



Le premier ministre Trudeau en réunion avec ses homologues provinciaux en septembre 1980

dres, l'historien Frédéric Bastien nous apprend quelque chose de particulièrement révoltant qui accentue l'illégitimité de l'«opération rapatriement». Ses recherches tenaces dans les archives du gouvernement britannique prouvent qu'au cours de 1981, deux juges de la Cour suprême, MM. Laskin et Estey, nommés par Trudeau lui-même, ont livré à certaines personnalités d'Ottawa et même à des Britanniques des informations de nature à faciliter l'atteinte de leurs fédéraux de leurs objectifs constitutionnels. Ils étaient en quelque sorte juges et parties. N'étant pas juriste, je laisse à d'autres, plus qualifiés, le soin d'analyser comme il convient dans le cas présent toute la question de l'indépendance des tribunaux à l'égard du pouvoir politique, mais je sais au moins que c'est là un principe fondamental de la vie en démocratie. Je voudrais plutôt ajouter au dossier un élément qui me paraît essentiel et que ma fonction pendant la ronde constitutionnelle de 1980-1981 me permet d'apporter. Je suis en mesure d'affirmer aujourd'hui que le projet et les manœuvres de Trudeau auraient complètement capoté si, dans l'état d'esprit où elles se trouvaient au printemps et à l'été 1981, les provinces avaient alors été informées, ne serait-ce que sommairement, des relations politiques incestueuses entre les deux juges et certains stratèges fédéraux. Dans cette perspective, on peut dire que la réussite ultime de l'opération fédérale est due au fait que les provinces ignoraient qu'Ottawa avait triché. Si les provinces avaient su, cela aurait changé l'Histoire!

L'aveuglement

Au Québec il se passe, depuis quelque temps, un curieux phénomène. Dès qu'il s'agit de la question nationale, plus précisément de la langue ou du statut du Québec, on entend le chœur des libéraux, caquistes et autres tenants du régime proclamer que ces sujets concernent des «vieilles affaires dépassées». Des antiquités folkloriques sans portée concrète ni véritable intérêt, ne méritant pas qu'on leur accorde du temps et de l'énergie au détriment des «vrais problèmes», ceux de l'immédiat. A en croire ces éteignoirs — auxquels font spontanément écho les Elvis Gratton omni-

présents sur certaines tribunes radio-TV —, nous formerions une collectivité un peu débile, inapte à se préoccuper en même temps de ses difficultés courantes et des dossiers qui, issus d'un passé souvent récent, touchent son présent et façonnent politiquement son avenir. Bref, nous serions un peuple insécure, «passé à autre chose» pour s'épargner d'avoir à affronter le présent, devenu indifférent à son avenir, la «vieille affaire» par excellence. Libéraux, caquistes et alliés seraient-ils sots à ce point? Si bornés que leur échapperait un constat élémentaire partout sur la planète: même s'il date de quelques années, tout événement politique comporte des conséquences qui se répercutent sur le présent et l'influence?

En réalité, sauf exceptions décidément obtuses, à commencer par le chef de la CAQ, ils sont conscients de cette relation de cause à effet. D'aucuns l'acceptent parce que l'effet correspond à leur idéologie. D'autres la réprouvent dans leur for intérieur. Reste néanmoins que, par calcul stratégique, les uns et les autres tiennent par-dessus tout à ce que la question nationale ne redevienne pas un sujet d'actualité. Sous quelque forme que ce soit. Autrement dit, même si le Québec français est entouré d'une mer anglophone quarante fois plus grosse que lui, ce fait permanent et préoccupant doit autant que possible être éliminé de la considération du public. Cet aveuglement volontaire à des effets terriblement pervers. Ainsi, pour éviter que ne ressurgisse la question nationale, les libéraux-caquistes assimilent les réclamations québécoises à de simples prétextes pour faire mousser des «chicanes» avec Ottawa, minimisent ou nient le problème linguistique et n'ont pas d'objections particulières face au multiculturalisme trudeauiste. Si bien que, sur le plan pratique, ils favorisent sans le dire, et peut-être même sans s'en rendre compte, la soumission candidate aux puissances économiques et aux règles de la Constitution telle que trafiquée en 1980-1981. La Constitution! S'il y a, pour eux, un dossier à éviter ou à propulser dans un avenir indéfini, c'est bien celui-là. Sauf que, jamais fermé quoi qu'ils aient prétendu, il vient de se rouvrir d'une façon béante qui devrait les inciter à une sérieuse réflexion.

Les certitudes



DAVID DESJARDINS

C'est le décor des meilleures conversations. Une cuisine, un désordre de verres et de bouteilles. Les personnages, des amis, emportés par une légère ivresse et la fièvre du samedi soir se remontent un peu. On discute de tout, surtout de rien, on s'obstine ferme, employant des arguments qui, souvent, ne valent pas tripette. C'est un de mes moments favoris de la vie où les enjeux de société sont renvoyés au niveau du sport professionnel: dans l'arène des conversations où domine inmanquablement le bullshit.

Pour la 257^e fois, le débat porte sur le statut de l'homme blanc hétérosexuel (ou HBH) comme cible du ridicule chez les publicitaires. Ça tombe bien, il y en a dans la salle. Des hommes, et des publicitaires. Et quelques filles qui trouvent tout à fait justifiable que l'HBH soit un peu malmené après que la femme eut subi un sort semblable, de même que tous les autres représentants de la société à l'ère d'avant la rectitude politique.

En réponse à la question «l'HBH est-il l'ultime souffre-douleur de la pub?», la réponse a fini par ressembler à quelque chose comme: ouin, pis?

Je l'expliquerai plus loin. Mais avant, je dois préciser que le chroniqueur connaît parfois des moments où il semble que les sujets conspirent afin de se faire une place jusque dans le journal, malgré l'actualité et les priorités du moment.

Dans le cas qui nous occupe, ça a commencé avec une série d'événements fortement médiatisés par les journaux jaunes et qui mettent en scène des désespérés. Un type qui se suicide dans une garderie après avoir tenté d'immoler son ex. Un autre qui tente de poignarder sa blonde à quelques maisons de chez moi.

J'entrepris donc de sonder le cœur des hommes, parce que terriblement hermétique. Un ami qui se spécialise dans la détresse masculine m'exposera que c'est précisément cette fermeture qui transforme le cœur masculin en bombe. Replié sur lui-même, dans une culture qui lui impose encore d'être fier, et fort, et de fermer sa gueule, l'homme accumule la souffrance jusqu'à l'explosion. Incapable de ventiler, de mettre en mots ce qu'il vit parce qu'il ignore qui il est — l'introspection est encore considérée comme un comportement féminin —, propulsé par un certain narcissisme et dépourvu de cette voix qui me dit à moi que la violence est la pire des solutions, il commet alors l'irréparable.

Et le lendemain matin, on trouve toujours un imbécile pour nous dire que c'est la faute des féministes, que c'était donc ben mieux dans le temps, que l'HBH est perdu, qu'il ne sait plus quel rôle il doit jouer dans la société, et j'en passe des meilleures.

Vous me trouvez dur?

Moi, je nous trouve mous. Mous et inconscients. Pour revenir à la question de la place de l'HBH dans la publicité, il se trouve qu'il n'a peut-être que celle qu'il mérite.

J'exagère? Peut-être un peu. Mais j'en ai plus qu'assez des discours misérabilistes ou des entreprises de glorification du mâle primaire, qui, s'il prenait quelques heures de son précieux temps de hockey pour regarder *Mad Men*, se rendrait compte que l'HBH d'avant le féminisme n'était pas moins terrassé par l'angoisse que ses contemporains.

Le sujet s'accrochant à mon quotidien, il m'a poursuivi jusque dans la voiture où j'écoutais un animateur de radio se péter les bretelles à propos de l'extraordinaire réaction soulevée par sa «journée des gars», moment à inscrire au calendrier pour tous ceux qui résumant leur masculinité à une portion de côtes levées et une course de démolition. Et la discussion de suivre à propos de «ce que c'est un homme», où l'on déployait des perles comme: «les hommes n'ont pas besoin de venir brailer en public» pour exposer leurs problèmes, et autres stéréotypes qui viennent justement envenimer l'état psychologique précaire d'hommes en détresse auxquels on continue de prescrire, socialement, une tape dans le dos et une grosse bière pour venir à bout de leurs ennuis.

Je disais que nous sommes inconscients, parce que c'est ainsi qu'on fabrique des bombes dans le cœur des hommes: en s'accrochant à des modèles qui datent du pléistocène.

Au fond, je n'ai rien contre la publicité où l'on dépeint l'HBH comme un abruti. Parce que je ne m'y reconnais pas une seconde. Et parce que j'y vois le miroir du refus de l'HBH, mais plus encore de ses porte-parole qui portent leurs couilles en bandoulière, de rénover cette identité. C'est la même sclérose que chez ceux qui sont convaincus que, comme civilisation, nous avons atteint un idéal. Une sorte de satisfaction dans ce que l'on considère comme le «moins pire des systèmes», et qui pourtant montre des lignes de faille plus inquiétantes chaque jour.

Placés devant le choix entre l'instabilité d'une remise en question qui pourrait nous sauver et le *statu quo*, nous choisissons le parti des certitudes qui rassurent.

d-desjardins@ledevoir.com

Margaret Thatcher: ni à diaboliser ni à canoniser!

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

L'ancienne première ministre Margaret Thatcher n'a jamais laissé personne indifférent, autant chez ses partisans que chez ses détracteurs, en Grande-Bretagne comme ailleurs dans le monde. Son décès ne fait donc pas exception: depuis quelques jours, certains tendent à glorifier son parcours politique et le redressement économique qu'elle a effectué dans son pays, tandis que d'autres récusent ce même parcours, notamment à cause des excès constatés sur les marchés financiers lors de la crise de 2008. Qu'en est-il vraiment?

Il est vrai qu'en 1979, lorsque M^{me} Thatcher prend le pouvoir, la Grande-Bretagne est un pays en déclin économique: un pays qui vient à peine, quelques années avant, de se soumettre aux diktats du Fonds monétaire international afin de recevoir son aide financière (comme les pays fragiles de la zone euro aujourd'hui), un pays qu'on qualifiait même «d'homme malade de l'Europe». Le chômage est élevé, le fardeau fiscal atteint des niveaux records, les sociétés britanniques — publiques comme privées — accusent des retards de productivité importants vis-à-vis de leurs rivaux (comme l'Allemagne) et, dans un contexte de choc pétrolier, l'inflation avoisine les 25% par an. Conservatrice convaincue et grande admiratrice des penseurs néolibéraux, comme Milton Friedman ou Friedrich Hayek (dont elle fait d'ailleurs l'éloge dans sa biographie), M^{me} Thatcher croit fermement que le marasme économique dans lequel est plongé son pays provient principalement

de l'intervention excessive de l'État et des rigidités qui y sont associées. La solution passe nécessairement par le retour aux «vraies valeurs»: celles du marché libre, déréglementé, autorégulateur et avec le moins d'entraves possible. C'est ce qu'elle met en marche à travers une série de réformes majeures, surtout lors de son deuxième mandat: réduction des dépenses publiques, baisse des impôts, privatisation de plusieurs sociétés publiques (assez symboliques, comme British Telecom ou British Airways) et déréglementation importante dans le domaine de la finance (vecteur important dans le développement futur de Londres, la City). En même temps, elle livre un combat féroce aux syndicats en limitant leur pouvoir (notamment dans le secteur minier), effectue des réformes majeures sur le marché du travail afin de le rendre plus flexible et procède à des coupes substantielles dans les programmes sociaux.

Certes, ces actions ont permis de remettre l'économie britannique sur les rails et ont modernisé ses structures (même si ce redressement ne se fait réellement que plus tard, après son départ). Cependant, ces actions ont un prix. Premièrement, la désindustrialisation des régions au profit de l'essor de la finance du centre, Londres, ainsi que la refonte des programmes sociaux, notamment les allocations aux chômeurs, ont produit des situations sociales dramatiques (parlez-en aux Britanniques du nord du pays, surtout en Écosse). Deuxièmement, la réforme du marché du travail pour une plus grande flexibilité, combinée à l'explosion du secteur tertiaire (le secteur des services représente aujourd'hui plus de 70% de l'économie), a multiplié les emplois précaires: souvent à temps partiel et à rémunération faible. Si bien

que les inégalités ont littéralement explosé dans ce pays à partir du milieu des années 1980.

Enfin, la crise de 2008 a montré qu'une structure économique basée essentiellement sur la finance, de surcroît une finance déréglementée et très opaque, rend fragile l'ensemble de l'économie. Le redressement qui tarde à venir est significatif à cet égard: la croissance est atone depuis 2008, le chômage reste élevé, le déficit budgétaire, malgré les dernières compressions, se situe à plus de 8% du PIB (le double de celui de la France ou des États-Unis) et la dette dépasse maintenant les 80% du PIB.

En ce sens, le bilan économique de M^{me} Thatcher est loin d'être parfait: comme bien d'autres décideurs politiques, elle a fait de bons coups et des mauvais. Il n'en reste pas moins qu'il faut souligner son sens politique et sa détermination, qui lui ont permis de gouverner d'une main de «fer» pendant plus d'une décennie. Il faut aussi souligner que ses successeurs, même le travailliste Tony Blair, ont tous gouverné à droite ou au centre droit. C'est une victoire de la continuité, du moins jusqu'à 2008! [...]

La crise de 2008 est venue rappeler que le marché, lorsqu'il est libre de toute entrave, sans réglementation et sans contrôle, est capable lui aussi de tous les excès. D'autre part, elle a prouvé que, contrairement à ce que M^{me} Thatcher pensait durant ses années de gouverne, l'État est loin d'être la solution. Il fait plutôt, et grandement, partie de la solution: notamment pour sauver le marché.

Ironie du sort, ce sont les contribuables, ces «payeurs de taxes» que M^{me} Thatcher défendait corps et âme lorsqu'elle prêchait pour le marché libre, qui justement ont payé et en payent encore aujourd'hui le prix...

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (cartooniste), **information générale**: Marie-Andrée Chouinard (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société) et Jean Dion (sports); **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); **information culturelle**: Louise-Maude Rioux Soucy (chef de division), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique**: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Marco Bélair Cirino, François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); **information internationale**: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaistirs), Émilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **édition**: Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Charrier, Karl Rettino-Parozelli et Geneviève Tremblay (assistants); **correction**: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis); **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéret (Ottawa), Dave Noël (Québec); **PUBLICITÉ** Céline Benoit, Claire Breton, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Amélie Maltais, Claire Paquet, Catherine Pelletier, Chantal Rainville, Nadia Sebâ, Ousmane C. Touré (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Elise Girard (secrétaire); **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur), Olivier Zusta (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis; **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Hansel Matthews (technicien informatique); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Jean-Robert Divers (responsable de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (responsable des services à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Moïse Bastien, Claudine Chevrier, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur et Véronique Page.